

**zoom****CHEDS**

Savoir - Excellence - Sécurité

Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité

**Journée mondiale de l'Afrique : construire dans la paix un développement solidaire ?**

Le Zoom est un document hebdomadaire qui vise à donner un aperçu sur une thématique considérée comme tendance lourde dans la période couverte.

## L'UA commémore à Addis-Abeba ses 63 ans d'unité et de solidarité africaine

L'Afrique doit continuer à parler d'une seule voix pour relever les défis sécuritaires, économiques et climatiques qui touchent notre continent, a indiqué mardi 26 mai, Mahmoud Ali Youssouf, Président de la Commission de l'Union africaine, à l'occasion du 63<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'Organisation de l'Unité Africaine, créée le 25 mai 1963. Les festivités, organisées au siège de l'UA, ont été marquées par des prestations culturelles, des expositions mettant en valeur le patrimoine africain, des activités sportives ainsi que plusieurs panels thématiques consacrés à l'intégration régionale et au développement durable du continent, dans le cadre de la vision portée par l'Agenda 2063 de l'organisation panafricaine. La coopération économique entre les États membres a, également, occupé une place de choix dans les débats, plusieurs responsables africains appelant à accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), présentée comme l'un des principaux instruments de l'intégration économique du continent. Les questions liées à la paix et à la sécurité ont, aussi, dominé les interventions de nombreux participants plaidant pour des solutions africaines aux crises persistantes dans certaines régions du continent.

(Source : <https://acp.cd/diplomatie/lunion-africaine-commemore-a-addis-abeba-ses-63-ans-dunite-et-de-solidarite-africaine/>)

## 63 ans après Addis-Abeba : l'UA face au défi de l'intégration réelle ?

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), conçue comme l'un des projets phares de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, représente aujourd'hui l'une des concrétisations les plus ambitieuses du panafricanisme économique. Cette célébration, placée sous le thème « 63 ans d'unité, d'intégration et de développement », trouve ainsi une résonance particulière. Mais les dirigeants africains devraient garder une chose à l'esprit : pour que ce marché unique devienne une réalité tangible, les États devront dépasser les réflexes protectionnistes, accélérer le développement des infrastructures transfrontalières et faciliter la libre circulation des biens, des personnes et des services. L'unité africaine n'est pas, et ne saurait être, une option. Elle est devenue une nécessité de survie collective dans un monde structuré par de grands blocs économiques, technologiques et géopolitiques.

(Source : <https://www.afrik.com/63-ans-apres-addis-abeba-l-union-africaine-face-au-defi-de-l-integration-reelle/>)

## Journée de l'Afrique : enjeux de la célébration

Aucune région du monde n'occupe une place aussi stratégique dans l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle que l'Afrique. Et pourtant, le continent demeure prisonnier d'un paradoxe : l'abondance sans prospérité. La Journée de l'Afrique 2026 intervient, également, dans un contexte de fragilité démocratique. Entre 2020 et 2023, le continent a connu une résurgence des coups d'État militaires au Mali, au Burkina Faso, en Guinée, au Niger et au Gabon, tandis que le Soudan continue de sombrer dans la guerre. Ces ruptures traduisent des crises plus profondes : corruption, exclusion, manipulations constitutionnelles, faiblesse des institutions et effondrement de la confiance envers les dirigeants. Le passage de l'OUA, autrefois qualifiée de « club des chefs d'État », à une Union africaine centrée sur les citoyens, devait ancrer le continent dans des valeurs communes : démocratie, droits humains, constitutionnalisme, redevabilité et participation citoyenne. Pourtant, l'Union africaine elle-même recense aujourd'hui plus de vingt situations actives de conflit ou de crise sur le continent. Son engagement phare visant à « faire taire les armes d'ici 2020 » a échoué et a été repoussé à 2030. La leçon est simple mais difficile : les opérations militaires, seules, n'apporteront jamais la paix. Les racines des conflits résident dans la pauvreté, les inégalités, l'exclusion, la mauvaise gestion de la diversité et le partage injuste des ressources. La paix ne peut être durable sans justice ; la sécurité ne peut exister sans inclusion.

(Source : [https://www.pressafrik.com/Journee-de-l-Afrique--Au-dela-de-la-Celebration-Par-Desire-Assogbavi\\_a306007.html](https://www.pressafrik.com/Journee-de-l-Afrique--Au-dela-de-la-Celebration-Par-Desire-Assogbavi_a306007.html))

## 63 ans après l'OUA : l'impérieuse nécessité d'un État fédéral africain

Malgré ses immenses richesses minières et une population jeune, le continent reste politiquement fragmenté en 55 États, économiquement dépendant et militairement vulnérable. Avec des économies souvent faibles et dispersées, l'Afrique peine à défendre ses intérêts stratégiques face aux grands blocs continentaux que constituent les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde ou encore l'Union européenne. Aujourd'hui, les enjeux sécuritaires rendent cette union plus indispensable que jamais. Le Sahel est devenu l'un des principaux foyers du terrorisme mondial. Dans le même temps, les grandes puissances renforcent leur présence économique et stratégique autour des ports, des minerais rares, du pétrole, du gaz et des infrastructures numériques. Dans ce contexte, aucun État africain pris isolément ne peut faire face à ces défis colossaux. Aucun micro-État ne peut peser seul dans les négociations commerciales mondiales, protéger efficacement ses ressources stratégiques contre les contrats léonins, financer une défense moderne ou imposer sa monnaie sur la scène internationale face au dollar, à l'euro ou au yuan.

(Source : <https://mediaguinee.com/2026/05/63-ans-apres-loua-sunir-ou-perir-limperieuse-necessite-dun-etat-federal-africain-par-oumar-kateb-yacine/>)

## 63 ans après, le rêve d'une Afrique unie résiste-t-il encore à la réalité ?

63 ans après la naissance de l'OUA, une question revient avec insistance : jusqu'où peut aller l'unité africaine sans autonomie réelle ? Le sujet est parfois délicat, mais il traverse discrètement les débats sur l'avenir du continent. Symbole souvent cité : le siège de l'Union africaine, à Addis-Abeba, inauguré en 2012 et entièrement financé puis offert par la Chine. Imposant bâtiment de verre devenu l'image institutionnelle du panafricanisme contemporain, il incarne à la fois l'ambition du continent... et une certaine dépendance. Car derrière les grandes déclarations sur la souveraineté, l'UA reste confrontée à un défi bien concret : celui du financement. La question posée est : comment construire une voix politique forte lorsque les instruments de cette ambition dépendent encore de partenaires étrangers ?

(Source : <https://lesnouvellesdafrique.info/2026/05/25/oua-ua-63-ans-apres-le-reve-dune-afrique-unie-resiste-t-il-encore-a-la-realite/>)

Nb: le contenu des articles n'engage que leurs auteurs.